

**BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ**

# La souffrance ignorée des handicapés

**Souffrance intense, indignation, énervement, colère, tels sont les mots qui s'alignent pour dénoncer le déni de droit dont sont victimes les handicapés qui se rapprochent de l'ONAAPH de la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj, pour se faire délivrer un appareillage pour lequel une prise en charge a été délivrée en bonne et due forme par la Cnas.**

L'ONAAPH de la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj gère presque 2 500 dossiers, elle traite près de 80 prises en charge par mois délivrées par les organismes, (Cnas, Casnos et la Caisse militaire), la raison d'être de l'ONAAPH est de satisfaire les handicapés par la remise d'un appareillage qui ne souffre d'aucune défectuosité ou vice apparent ou caché. En effet, il se trouve que de très nom-

breux handicapés souffrent d'une bureaucratie inhumaine ; malgré leurs multiples réclamations, l'ONAAPH reste sourde et refuse de trouver une solution qui allège les délais d'attente.

A titre illustratif, pour bénéficier d'un grand appareillage qui doit être livré dans une période n'exédant pas 3 mois, tel que la convention le stipule, l'assuré handicapé attend parfois plus de 2 ans, avant que l'appareillage ne lui soit livré. Souvent les grands ou petits appareillages ne sont pas dans les normes, ce qui contraint le handicapé à faire d'autres démarches auprès de l'ONAAPH.

Il est à signaler que la bureaucratie est générée par l'ONAAPH de la wilaya de Sétif étant donné que tout se fait au niveau de cette wilaya, hormis la prise des mesures pour la dimension de l'appareillage qui se déroule à l'antenne de Bordj-Bou-Arréridj.

Pour ce qui est de l'audio-prothèse, il existe un espace de consultation au niveau de l'antenne ONAAPH de Bordj-Bou-Arréridj, pour recevoir chaque mois près de 200 patients qui viennent des wilayas de Sétif, Bordj-Bou-Arréridj, M'sila et même Bouira où les délais d'attente sont pénibles, et pour cause le devis est délivré par l'ONAAPH d'El Khroub, après que le patient eut rempli toutes les formalités d'usage pour bénéficier d'une audio-prothèse. Là aussi, il faut attendre deux mois, s'ajoutent encore deux mois d'attente pour la livraison, au final les patients, souvent des enfants scolarisés, attendent quatre mois pour recevoir leur audio-prothèse.

Un handicapé du nom de Nems Chetoui, court depuis plus de vingt mois pour que l'ONAAPH de Sétif daigne lui refaire une prothèse de la jambe gauche, qui n'était pas dans les normes au moment de sa livraison

à telle enseigne que l'appareillage ne lui permet pas d'avoir une mobilité. A ce jour rien n'a été fait par l'ONAAPH de Sétif pour alléger ses souffrances, et beaucoup d'autres handicapés sont dans une situation inconfortable et attendent la résolution de leur problème.

En tout état de cause, les assurés en situation de handicap n'arrivent pas à comprendre le mécanisme de gestion de l'ONAAPH de Sétif. Est-ce de l'incompétence, de l'inconscience, ou simplement de la perversité pour maintenir cette frange de la société dans une exclusion qui correspond à un véritable apartheid.

Layachi Salah-Eddine

**ANNABA**

## 20 000 logements à attribuer courant 2016

**Relance économique et développement local tous azimuts ont été au centre de la conférence de presse animée ce dernier jeudi par le wali de Annaba, Youcef Cherfa.**

Moins d'une vingtaine de jours après la visite du Premier ministre Abdelmalek Sellal à Annaba, le directeur de l'exécutif de la wilaya a procédé à une évaluation des projets réalisés, en cours, appelés à être lancés incessamment ou, comme pour le tramway, gelé pour cause d'austérité financière. Il en a profité pour citer quelques insuffisances telles celles préjudiciables au développement des activités touristiques. Il a, par contre, totalement éludé la question de l'agriculture, notamment les cultures industrielles de la tomate, du coton, de la betterave sucrière dont on n'entend plus parler.

Ce secteur est pratiquement laissé à l'abandon. Youcef Cherfa s'est longuement attardé sur le dossier du logement et de l'investissement privé. C'est ainsi qu'il a annoncé la réception de quelque 20 000 logements tous segments confondus appelés à être attribués avant la fin de l'année 2016.

Plus de 12 400 de ces logements sont implantés dans la nouvelle-ville de Draâ-Erich (Oued El Anab) où les travaux de viabilisation et d'installation des réseaux gaz, eau, électricité sont en cours.

Dans la localité de Kalitoussa (Berrahal), 6 800 autres logements dont 900 Aadl sont prêts à être occupés. Les clés de 508 de ces derniers ont déjà été remises à leurs bénéficiaires par le Premier ministre lors de sa récente visite. A Draâ-Erich, des établissements scolaires des trois paliers, des structures de soins, de la Sûreté, de la Protection civile et d'autres seront prochainement réceptionnés.

Répondant aux préoccupations des 650 000 habitants de la wilaya, le wali a révélé qu'une enveloppe financière de 5,2 milliards de dinars a été débloquée pour divers travaux. Sur sa lan-

cée, il a indiqué qu'une importante opération d'extension de la zone industrielle de Berrahal qui atteindra plus de 500 hectares a été lancée. « Cette zone permettra la création de richesses et d'emplois », a-t-il précisé.

Le wali qui a fait référence aux zones industrielles créatrices de plusieurs milliers d'emplois, n'a pas, cependant, abordé le dossier de l'agriculture. C'est le seul secteur qui semble échapper au contrôle de Youcef Cherfa qui tente à ce niveau, de faire bouger les choses autant que faire se peut. Comment se fait-il qu'avec toute cette masse d'argent, 15 milliards de dinars à laquelle s'ajoutent les 3 milliards de dinars accordés par le Premier ministre, on en est encore à faire l'inventaire des anciens projets réalisés pour remplir les cases d'une région jadis prospère.

Certes, comparativement aux précédentes années, il y a un léger mieux ces derniers mois dans le domaine de la gestion de la ville. Le directeur de l'exécutif

a parlé de la création d'une Epic de nettoyage, opérationnelle depuis un mois, la réhabilitation des routes et le désengorgement du centre-ville avec la réalisation du viaduc Sidi Brahim/pont Y, l'extension de la zone industrielle de Berrahal qui passe à 578 ha, embellissement de la corniche, réalisation de la future gare maritime et de sa passerelle, du Mall commercial à proximité du Sheraton.

Cette première prise de contact avec les représentants de la presse depuis son installation à la tête de la wilaya il y a six mois, a permis au 1<sup>er</sup> magistrat de celle-ci d'exprimer sa détermination à nettoyer Annaba du marché parallèle. « Cette activité est nuisible au développement économique et au tourisme de notre wilaya. Nous sommes déterminés à y mettre un terme », a-t-il affirmé.

Sa détermination est mise en relief par son insistance sur le dossier de la politique de la ville et les sites sur lesquels des structures publiques et privées seront réalisées. L'aide financière accordée aux clubs sportifs de la wilaya, la requalification de la situation urbanistique des quartiers sous-équipés, l'aménage-

ment des communes, des espaces verts et places publiques au profit des populations et l'amélioration du réseau routier, éclairage public, vidéo-surveillance, ont fait l'objet de l'intérêt accordé à la wilaya par son premier responsable.

Il reste, cependant, que la réalisation du viaduc Sidi Brahim/pont Y, celle de la gare maritime et sa passerelle, la mise en service de la zone industrielle de Berrahal avec déjà l'inscription de 50 projets d'investissement privé, figurent parmi les priorités à matérialiser. Il dira que les divers projets de développement inscrits auront des conséquences heureuses sur l'emploi.

Le wali a ponctué son intervention par un appel aux élèves candidats au bac 2016. « Quelque 5 000 candidats sur plus de 16 000 inscrits, notamment parmi les candidats libres, n'ont pas encore établi leur carte d'identité biométrique. Je les appelle à se présenter rapidement à leur daïra de résidence pour le faire. Je précise que sans ce document, ils n'auront pas accès aux épreuves », a indiqué Youcef Cherfa.

A. Bouacha

**TLEMCCEN**

## La grève continue au marché de gros des fruits et légumes

**Il y a longtemps que cette crise couvait, entre les responsables de marché de gros et les mandataires. Apparemment, aucun dialogue n'est possible, les commissionnaires sont décidés à aller plus loin, si leurs revendications ne sont pas satisfaites.**

Dans un communiqué remis à notre bureau, les mandataires estiment être lésés par les nouvelles dispositions appliquées par l'entre-

prise chargée de la gestion du marché de gros. Les grévistes remettent en cause le bail de location, renouvelable annuellement et l'annulation pure et simple du cautionnement de garantie ainsi que l'établissement d'un bail de trois à six ans, et ce, tout simplement, pour une meilleure garantie et la stabilité de leur activité.

La section syndicale, quant à elle, exige d'être impliquée à toutes les décisions prises par la direction du marché. Selon la direction du marché, les mandataires doivent se soumettre à la nouvelle réglemen-

tation qui conditionne cette activité de la vente en gros. Cependant, au delà de ces revendications, il existe d'autres problèmes, dont celui de la gestion, nous affirme un mandataire. Cette grève, rappelons-le, a été décidée suite à une assemblée générale extraordinaire, tenue le 19 mars au siège de la Chambre de commerce et de l'industrie, en présence des membres de l'Union locale des artisans et commerçants de la wilaya de Tlemcen. En attendant la réouverture du marché de gros, la Merceriale flambe et la wilaya de Tlemcen est confrontée à

une grave pénurie en matière de fruits et légumes. A noter que nous n'avons pu avoir les explications de la direction du marché de gros qui nous a, pourtant, promis de nous remettre un document écrit.

Enfin, espérons que cette crise soit résolue au plus vite par le dialogue. Pour certains grévistes, « une commission d'enquête indépendante diligentée par le chef de l'exécutif est à même de porter des solutions et nous sommes prêts à assumer nos responsabilités », claument-ils.

M. Zenasni

**LE WALI DE BÉJAÏA  
RASSURE :**

**«Les opérations inscrites pour le secteur de l'hydraulique sont maintenues»**

Intervenant lors de la session de l'APW consacrée entre autres au secteur de l'hydraulique, observée jeudi dernier, le wali de Béjaïa, Ouled Salah Zitouni, a fait savoir que l'Etat n'a ménagé aucun effort pour développer ce secteur.

Pour preuve, signale le premier responsable de l'administration à Béjaïa, « les 44 opérations au titre du PSD et 604 dans le cadre des projets PCD dont a bénéficié la wilaya ». Le wali a tenu à préciser que toutes les opérations inscrites au profit de la wilaya sont « maintenues ». Et de souligner dans la foulée que « au contraire, des projets sont accordés à la wilaya pour cette année 2016 ce qui montre l'importance et l'intérêt portés par l'Etat dans le cadre de la prise en charge des citoyens ». Reconnaisant le retard accusé par la wilaya pour son développement, le wali a appelé les élus à « s'unir et travailler avec l'administration. (...), agir et intervenir en temps utile et opportun pour aller de l'avant ; il y a toujours des solutions pour subvenir aux besoins des citoyens » a-t-il soutenu.

Par rapport aux problèmes cités par les élus sur l'exploitation des sablières, le wali a pris la décision d'arrêter la création des sablières. « Aucune sablière ne sera créée sauf par obligation ; les demandes d'autorisation seront étudiées au cas par cas, et la priorité sera donnée aux projets structurants de la wilaya », a signalé le wali devant les élus. S'agissant des forages, le wali a également informé « qu'aucune autorisation ne sera délivrée sauf lorsqu'il s'agit de projets d'AEP ».

A. K.